

**Small files: Cambodia
1958-1961, Cyprus 1957-1960:
Small files: Cambodia 19...**

HS L 179:179



National Library
of Sweden

Dag Hammarskjöld's saml.

Cambodia

Documents -

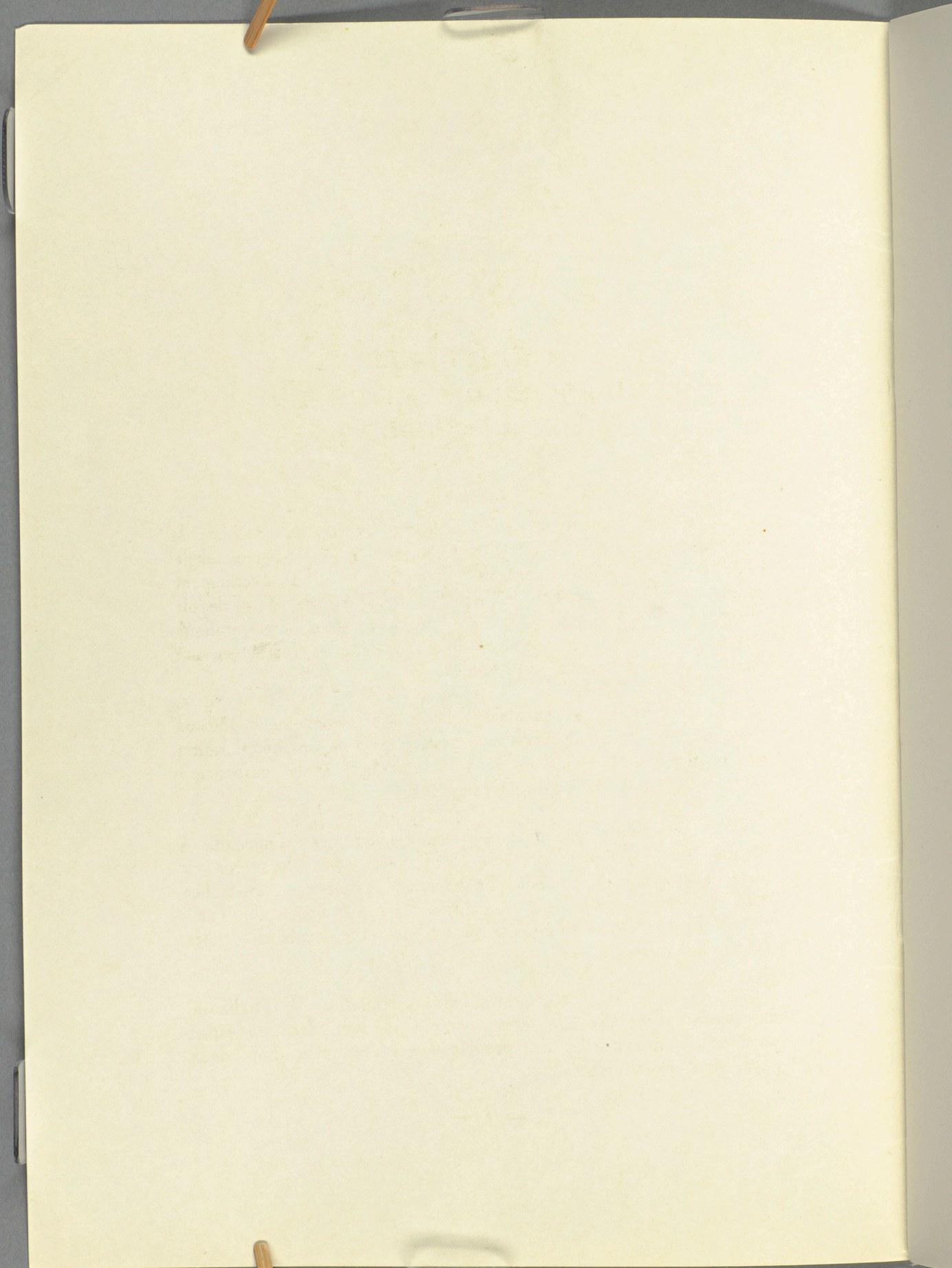
(Relatifs a la suspension des Relations Diplo-
-matiques entre le Cambodge et la Thaïlande)

ROYAUME DU CAMBODGE



DOCUMENTS

RELATIFS A LA SUSPENSION
DES RELATIONS DIPLOMATIQUES
ENTRE LE CAMBODGE
ET LA THAILANDE



COMMUNIQUE
DU GOUVERNEMENT ROYAL
DU CAMBODGE

Le Gouvernement du Cambodge vient de décider le repli provisoire de Bangkok de l'Ambassadeur et du personnel de l'Ambassade Royale Khmère en Thaïlande. Le Gouvernement estime, dans les circonstances actuelles, qu'il est de son devoir d'exposer sans passion au peuple khmer et à l'opinion publique internationale les raisons profondes qui ont motivé cette mesure regrettable mais mûrement réfléchie.

Il convient, au préalable, de retracer brièvement l'histoire des faits qui ont abouti progressivement à la détérioration des relations entre nos deux pays et conduit à la suspension actuelle de nos relations diplomatiques.

La première manifestation inamicale de la Thaïlande à l'égard du Cambodge fut, en 1953, peu après le retour de notre indépendance nationale, l'occupation par les forces de police thais et l'annexion de fait, au mépris des traités signés, du Temple de Préah Vihéar, l'un des plus beaux monuments de notre patrimoine artistique.

A la suite de nos protestations solennelles, la Thaïlande dut prendre l'initiative de nous inviter à discuter, dans un esprit de conciliation mutuelle, des problèmes existant entre nos deux pays, dont Préah Vihéar.

Malgré un voyage de bonne volonté à Bangkok, entrepris par le Prince Norodom Sihanouk et les assurances données par les autorités gouvernementales thaïlandaises, les négociations se déroulèrent dans une atmosphère tendue. Contrairement aux usages diplomatiques, le Gouvernement thaïlandais devait multiplier les mesures d'intimidation à l'égard du Cambodge durant le séjour de nos Délégués à Bangkok. C'est ainsi que l'accord en vigueur sur la circulation des frontaliers fut dénoncé unilatéralement et que les forces armées thaïlandaises vinrent prendre position le long de la frontière cambodgienne, arguant faussement d'une menace d'infiltration communiste.

Enfin, au lendemain du départ de notre Délégation, après l'échec des négociations, une manifestation violente et ouvertement inspirée par un des membres du Gouvernement thaïlandais, fut organisée contre l'Ambassade Royale du Cambodge.

Néanmoins, nous avons fait savoir au monde notre désir de reprendre les négociations interrompues dès que cette hostilité savamment entretenue contre notre pays aurait pris fin.

En réponse à cette volonté affirmée de rétablir un climat de confiance et de renforcer les liens d'amitié entre nos deux pays, on devait, en Thaïlande, accumuler les provocations.

En fait, depuis plus de deux mois, dans une atmosphère d'hostilité voulue, le Cambodge est présenté à l'opinion publique thaïlandaise et internationale comme un danger pour la paix et la stabilité du Sud-Est asiatique.

Il est souvent fait état, sinon officiellement, du moins officieusement par la voie de la presse et de la radio, de notre "Impérialisme" à l'égard de la Thaïlande et de notre "complicité" avec les puissances du bloc communiste, notamment avec la Chine Populaire. Certaines personnalités civiles ou militaires thais n'ont pas craint d'affirmer que notre petite armée était encadrée par des Conseillers militaires chinois et qu'elle

préparait activement une invasion de leur pays. Ces accusations, il est bon de le préciser, ont été démenties et réfutées par tous les observateurs étrangers de bonne foi.

De plus, selon les déclarations de certains hommes politiques et certains journaux thaïlandais, le Cambodge constituerait un foyer de subversion communiste d'où s'infiltreraient des agents communistes en Thaïlande. C'est sous ce prétexte sans fondement, que des mesures vexatoires ont été prises à la frontière contre des Cambodgiens et que certains touristes khmers, munis de passeports et de visas réguliers ont été arrêtés, à plusieurs reprises, par la Police thaïe, interrogés et refoulés vers leur pays.

Par ailleurs, il a été fait encore état de bandes de pirates cambodgiens se livrant au pillage de villages thaïlandais frontaliers, alors qu'il a été souvent constaté que, bien au contraire, nos forces de sécurité se sont trouvées fréquemment aux prises avec des pillards venus de Thaïlande.

Enfin, au mépris des règles les plus élémentaires du savoir-vivre international, la presse et la radio thaïlandaises insultent journellement la Monarchie et la Famille Royale du Cambodge, ses dirigeants, et même la race khmère, avec une violence sans précédent.

Devant cette volonté systématique de détruire les liens d'amitié entre nos deux pays, le Gouvernement Royal a estimé que le maintien d'une Représentation diplomatique en Thaïlande est devenu sans objet et s'est vu contraint, en conséquence, d'ordonner son repli provisoire. Cette décision, il importe qu'on le sache, ne relève nullement d'un acte irréfléchi ou simplement dicté par la mauvaise humeur. Elle ne saurait être interprétée non plus comme une "intention agressive" et un défi. Pour qui connaît la volonté de paix du peuple cambodgien et de ses dirigeants, cette mesure est conforme à la sauvegarde de notre dignité nationale, n'étant dictée par d'autres motifs que ceux que nous portons aujourd'hui à la connaissance de l'opinion mondiale. Elle n'affecte en rien notre politique de rigoureuse neutralité et notre volonté d'amitié avec toutes les nations soucieuses de respecter notre indépendance,

nos institutions et nos traditions. Notre geste constitue le seul moyen pacifique pour un petit pays comme le nôtre de préserver son honneur national, constamment attaqué et bafoué.

Le Gouvernement Royal proclame, une nouvelle fois, le désir constant du Cambodge d'entretenir les meilleurs rapports de bon voisinage et d'amitié avec la Thaïlande. Bien que notre grand et puissant voisin ait cherché systématiquement à détruire toute possibilité d'entente entre nos deux peuples, nous ne refuserons jamais, le moment venu, de rétablir les relations normales entre nos deux pays.

Enfin, le Gouvernement Royal tient à préciser que cette décision de "suspension provisoire" des relations diplomatiques a trouvé de nombreux exemples dans l'histoire contemporaine et qu'elle ne saurait constituer "une mesure sans précédent" comme l'ont affirmé certains commentateurs thaïs.

Phnom-Penh, le 28 novembre 1958.

CHAPITRE I

OCCUPATION DE PREAH VIHEAR

Le monument khmer de Preah Vihear, sur la chaîne des Dangrek, à la frontière Nord du Cambodge, fut créé à la fin du IX^e siècle par le Roi Khmer Yaçovarman.

Rappel Historique

En vertu de l'article I du traité franco-siamois du 23 mars 1907, le Gouvernement siamois a retrocedé à la France agissant au nom du Cambodge, les territoires khmers de Battambang, Siemréap et Sisophon dont les frontières devaient être définies par une clause du protocole de délimitation annexé au traité.

Le protocole annexé précise que la frontière suit la ligne de partage des eaux entre le Bassin du Grand Lac et du Mékong, d'une part, et le Bassin du Nam Muon, d'autre part.

L'article I du traité disposait qu'une Commission Mixte devait, dans un délai de 4 mois, après la ratification du traité, délimiter les nouvelles frontières.

Sur la carte au 1/500.000^e qui résulte des travaux de cette Commission, poursuivis en 1908, la présence de Preah Vihear en territoire cambodgien est nettement indiquée.

Après les hostilités que la Thaïlande avait engagées contre le Cambodge, donc la France, le 23 novembre 1940, le Japon était intervenu pour contraindre cette dernière à abandonner à la Thaïlande les provinces cambodgiennes occidentales, dont Preah Vihear.

Après la victoire des alliés sur le Japon, et le traité de Washington de 1946, le territoire annexé a été rétrocédé par la Thaïlande à l'Indochine Française qui retrouvait ses frontières de 1937. (1)

Dès 1949 on signalait des tentatives d'implantation thaïes aux environs, et au monument même. Plusieurs protestations de la France furent à ce moment adressées à Bangkok.

L'occupation de Preah Vihear par les forces armées, puis la police thaïes, fut effective en 1953 après le retour à l'Indépendance du Cambodge. Le Gouvernement Royal adressa plusieurs protestations à la Thaïlande.

Désireux de régler pacifiquement ce litige le Gouvernement Royal du Cambodge a toujours estimé qu'un accord pouvait intervenir entre les deux Gouvernements. C'est dans cet esprit que le Prince Norodom Sihanouk effectua un voyage de bonne volonté à Bangkok le 12 juillet 1958.

Des négociations s'engagèrent à Bangkok du 18 août au 3 septembre 1958 entre les Délégations khmère et thaïe. Aucun accord ne put être trouvé. Ainsi qu'on le verra plus loin l'échec des négociations ne peut être imputé au Cambodge qui fit un maximum de concessions.

(1) Le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 7 décembre 1937, signé entre le Siam et la France, confirmait à nouveau les frontières khméro-siamoises fixées précédemment et maintenait expressément en vigueur les Conventions de 1904 et 1907 (art. 22) sur ce point.

Déclaration à la presse du Président de la Délégation Cambodgienne aux négociations khméro-thaïes après leur échec.

Respectueux de l'engagement pris au commencement des négociations, nous avons gardé le silence. Cependant la réciprocité ne fut pas observée, et nous avons assisté en silence à la publication d'articles ou de déclarations contraires à la vérité. Mais il est temps pour nous, aujourd'hui que les négociations sont terminées, de faire connaître la vérité au peuple thaï.

Devant les thèses contraires des deux Délégations, nous avons proposé de porter cette affaire devant une instance internationale, en préservant entièrement la position de chaque partie.

Nous avons ainsi accepté, suivant la proposition thaïe, de reporter le règlement de la question de Preah Vihear à une date ultérieure et nous avons également accepté de faire procéder, sur le terrain, à une matérialisation supplémentaire de la frontière, suivant les traités et le tracé en vigueur.

Ce n'est pas le Cambodge qui revendique la propriété de Preah Vihear, puisque d'après les traités en vigueur ces monuments lui appartiennent. C'est en réalité la Thaïlande qui les réclame maintenant, et veut remettre en cause les traités. Nous sommes donc venus ici, non pas pour revendiquer ce qui n'appartient pas au Cambodge, mais pour faire connaître nos droits, conformément à la base juridique existante, résultant des traités et de tout ce qui fait corps aux traités en vigueur.

La Thaïlande a fait valoir qu'elle a, en fait, occupé Preah Vihear et demandé que nous tenions compte de cette "situation de fait". Dans un esprit de conciliation, nous avons accepté de tenir compte de cette "situation de fait", mais seulement à partir d'une base juridique existante. Autrement dit, nous avons accepté de négocier avec la Thaïlande sur le plan politique, mais il faut que cette négociation parte d'une base juridique existante. Les droits de chacun doivent être d'abord reconnus, et nettement définis avant de conclure de nouveaux accords politiques, économiques ou techniques.

Or, la Délégation thaïe n'a pas tenu compte de nos droits acquis.

La Délégation thaïe a proposé la constitution d'une Commission Mixte composée d'officiers, de fonctionnaires et de techniciens des deux parties, pour procéder à la matérialisation de la frontière Khméro-Thaïe. Là encore, la Délégation Cambodgienne a accepté la proposition thaïe.

La Délégation Cambodgienne s'en tient au tracé de 1907 pour la matérialisation de la frontière tout entière, bien que ce tracé ait été fait au détriment du Cambodge pour la section Aranh-Chong Takoh. La Délégation thaïe veut, au contraire, adopter, pour cette même position, deux bases de matérialisation différentes: d'une part, suivant l'énoncé des traités, pour la section de Dangrèk, et d'autre part, suivant le tracé, pour la section allant de la côte maritime à Chong Takoh.

La Délégation Cambodgienne a proposé pour faciliter, et en attendant le règlement pacifique de la question de Préah Vihéar, règlement proposé par la Délégation thaïe, de neutraliser le lieu faisant l'objet du litige, à savoir: retrait des forces de police thaïe de Préah Vihéar, et non admission du côté cambodgien d'aucune force armée dans la zone litigieuse. La Délégation thaïe a encore refusé.

La Délégation Cambodgienne a proposé, en attendant le règlement du différend, que l'entretien et le gardiennage des monuments (Preah Vihéar et Daun Ton) soient assurés en commun par les deux pays et que les dépenses résultant de ces "mesures conservatoires" soient supportées à parts égales par les deux parties. Sur ce point encore, la Délégation thaïe a refusé.

Dans ces conditions, nous ne voyons vraiment pas quelle serait l'utilité de conclure un accord.

Comment pourrions nous croire que les accords à venir seraient respectés, puisque les traités déjà solennellement conclus ne le sont pas.

Proclamation d'état d'urgence par les Thais

Quelques jours avant l'ouverture des négociations, le Gouvernement thaïlandais proclama l'état d'urgence à la frontière du Cambodge. Aucune explication satisfaisante ne fut donnée de cette mesure inamicale que rien ne justifiait.

Après la proclamation de l'état d'urgence à la frontière khmère par le Premier Ministre de Thaïlande, le Secrétaire du Cabinet fait publier un communiqué :

Des enquêtes ont montré une grande recrudescence d'infiltrations communistes dans ces secteurs (frontaliers) mettant en danger la stabilité et la sécurité du Royaume. Si l'on tolère que cette situation se perpétue sans qu'aucun effort ne soit fait pour prendre des mesures de protection efficaces ou de répression, les conséquences sur la nation seront graves. De ce fait, le Gouvernement se doit de proclamer l'état d'urgence dans les secteurs précités.

La très large publicité donnée à la proclamation de l'état d'urgence à la frontière du Cambodge prouve incontestablement l'insincérité du désir exprimé par le Gouvernement thaï d'arriver à un accord avec le Cambodge sur les questions en litige.

La presse thaïlandaise mène une campagne extrêmement violente contre le Cambodge pendant toute la durée des négociations.

Siam Rath du 7 août 1958.

Le Gouvernement a proclamé l'état d'urgence dans six provinces et un district (Amphœu). Ces secteurs sont tous limitrophes du Cambodge. Les raisons données par le Gouvernement concernant cette mesure vigoureuse sont les suivantes : insécurité et infiltrations.

Il est à remarquer que la décision gouvernementale suit de près la reconnaissance de la Chine Rouge par le Cambodge. Depuis quelque temps le Gouvernement de Thaïlande surveille les événements politiques au Cambodge de la même façon que quelqu'un surveillerait les faits et gestes d'un enfant capricieux. La mesure qui est prise ne doit pas être interprétée comme la patience mise à bout, mais plutôt comme une précaution destinée à sauver peut-être l'enfant capricieux des conséquences de ses actes.

Une seule personne est responsable de la décision du Cambodge. Et cette personne, c'est le Prince Sihanouk.

Bien entendu, les raisons du Prince Sihanouk sont mieux connues de lui-même que de toute autre personne. Dans ce cas, un certain effort doit être tenté pour discuter (les faits) et découvrir l'explication de ces raisons.

Quand on examine ses actions passées, le Prince apparaît comme un homme hautement impulsif, rempli de ces nerveuses énergies. Il n'est pas surprenant alors, quand de telles énergies sont employées pour des affaires d'Etat seulement, sans aucune force qui fasse contrepois, que de dramatiques événements se produisent.

En abdiquant pour faire de la politique, le Prince a clairement fait voir son intention d'être considéré par son peuple comme un héros national. La vie d'un héros national, comme nous le savons d'après notre propre expérience, ne peut jamais être maintenue dans le calme ou dans un état raisonnable. Car elle est également ambitieuse. Un bon sujet pour l'étude d'une telle vie peut être actuellement trouvé dans celle de Nasser d'Egypte.

Les ambitions du Prince Sihanouk, à certains égards, ressemblent beaucoup à celles de Nasser. L'insuccès diplomatique du Bloc des Nations Occidentales, en ce qui concerne Nasser, peut être attribué à leurs refus de le soutenir dans ses efforts afin d'obtenir plus de pouvoir, d'importance et d'agrandissement territorial. Des deux Blocs, seul celui des Communistes lui donne tout ce qu'il désire.

Depuis quelque temps, le Prince Sihanouk réclame par les publications officielles du Gouvernement cambodgien et par la campagne de presse à l'étranger, la région du Transbassac au Sud-Vietnam et, à la Thaïlande, la région où se trouve Preah Vihear. La revendication de Preah Vihear est aussi légitime que le serait la réclamation de Rome des Murs Hadriens dans le Nord de l'Angleterre. Sans aucun doute, les Communistes soutiendront cette revendication, s'ils estiment que cette action leur permettra d'établir un point de débarquement dans cette partie du monde.

Qu'il est difficile de vivre porte-à-porte avec un voisin crédule, aveugle et remuant.

On jugera par les articles de presse cités plus bas du climat entretenu dans l'opinion publique thaïlandaise pendant les négociations.

Issara du 26 août 1958.

Maintenant il est clair que la revendication de Preah Vihear faite par le Cambodge est une opération pour mettre le feu de l'insécurité à cette partie du monde, conformément au plan conçu par le bloc rouge...

Siam Nikorn du 28 août 1958.

Le Prince Sihanouk n'a pas reconnu la Chine Rouge pour des avantages économiques au profit de son pays et de son peuple. Mais il pousse le Cambodge à s'associer avec la Chine pour pouvoir intimider la Thaïlande et obtenir des gains dans les négociations thaïes-khmères...

On ne connaît pas exactement la suite réservée à cette question. Mais on sait que la question de Preah Vihear sert au Prince Norodom Sihanouk de tremplin politique pour obtenir l'union nationale cambodgienne. Le Prince pourrait faire recommencer ces négociations, mais souhaiterait qu'elles n'aboutissent à aucun résultat, en vue d'arriver au but visé. Il crée des événements pour gagner la sympathie et le soutien de son peuple. Le Prince ne voudrait pas que la question de Preah Vihear soit portée devant la Cour Internationale de Justice, sachant que le Cambodge n'a comme arguments à se prévaloir que les documents annexés aux traités. Au contraire, la Thaïlande a toutes les preuves que Preah Vihear lui appartient.

Pour réaliser le but de sa politique, le Prince aurait l'intention de faire troubler les Nations-Unies par cette question. Il croit que ses amis du bloc communiste soutiendront sa cause. En cas de perte de ce procès, les pays qui soutiennent le Cambodge parleront de lui comme un héros du peuple cambodgien.

De par ces faits, on voit bien que si le Prince Sihanouk fait négocier la question de Preah Vihear avec la Thaïlande c'est pour sonder l'esprit de son peuple. Ainsi, la dissension entre la Thaïlande et le Cambodge est celle entre la Thaïlande et le Prince Sihanouk.

Après l'échec des négociations la presse thaïe ne dissimule pas sa satisfaction :

Issara du 29 août 1958. Il faut arrêter les négociations

Le Cambodge, qui demande qu'on discute ensemble des problèmes de frontière, n'est pas venu comme un frère, comme il l'a proclamé. La Thaïlande étant son ancien maître, le Cambodge devrait dire qu'il est venu faire la cour à son ancien maître.

Le Cambodge n'est pas sincère avec nous : il est venu négocier comme un gangster ; il s'est comporté traitreusement comme Phya Lovek. Le Gouvernement Thai, pour préserver sa dignité, doit arrêter les négociations, sinon il devrait soulever la question de nos anciens territoires.

Thai Rath du 6 septembre.

On sait que les négociations thaïes-khmères sont rompues par suite du manque d'arguments de la part du Cambodge pour se justifier. Devant les arguments convaincants de la Thaïlande, le Cambodge ne devrait plus dire que Preah Vihear et Daun Ton lui appartiennent.

Naew Na du 8 septembre 1958.

La plupart des journaux thaïes ont annoncé que le Cambodge portera le cas de Preah Vihear devant la Cour Internationale. Ceci montre bien que le Cambodge ne veut pas la paix. La revendication cambodgienne a été rejetée par la Thaïlande d'une façon amicale. Quand les négociations n'aboutissent pas, le Cambodge se montre de plus en plus ennemi de la Thaïlande. Il a voulu limiter la liberté de la presse thaïe. Il ne veut pas que le peuple thaï puisse exprimer ses opinions. Nous sommes bien tristes pour le peuple cambodgien d'avoir comme dirigeant un jeune homme impétueux. Son pays est proche de l'abîme, du désastre. L'impolitesse, le défi et l'hypocrisie ne sont pas les caractères des hommes d'Etat ayant une longue vue.

Sarn Seri du 28 septembre.

En ce qui concerne la prétention cambodgienne sur le territoire thaï, nous trouvons que c'est honteux pour le Cambodge de venir mendier dans notre capitale. M. Son Sann, Chef de la Délégation Khmère est rentré dans son pays sans rien obtenir. Si la délégation cambodgienne avait différé son départ pendant encore une journée, elle aurait reçu une leçon de la part du peuple Thai.

Siam Rath du 2 octobre 1958.

Le Prince Sihanouk utilise l'incident de Preah Vihear pour les besoins de sa politique intérieure. La tension entre la Thaïlande et le Cambodge. "constamment maintenue à son point d'ébullition, est le fait du Prince et de ses partisans".

Les manifestations anti-cambodgiennes de Bangkok

Le 7 septembre une manifestation anti-cambodgienne qui dégénéra en émeute se déroula devant l'Ambassade du Cambodge. Déjà pendant les négociations khméro-thaïes des appels à manifester contre le Cambodge avaient été lancés par la presse. Le Chef de la Délégation Khmère avait attiré l'attention de la Délégation thaïe sur l'imminence de ces manifestations.

Bangkok World du 21 août.

Les manifestations conduites par les étudiants au sujet de l'affaire cambodgienne auront lieu la semaine prochaine.

Les étudiants répondront à l'appel du Ministre de l'Intérieur Praphat Charusathien pour une expression publique en vue de faire voir aux cambodgiens l'intention du peuple thaï de garder Preah Vihear.

Phim Thai du 1er septembre.

Un haut Officier de Police a encouragé les manifestations populaires.

Notre reporter a contacté un Officier de Police de haut rang pour savoir s'il s'opposerait aux manifestations populaires dont le but est de soutenir la déclaration du Gouvernement Thaï selon laquelle Preah Vihear est thaï. Cet Officier de Police a déclaré qu'il est personnellement en faveur de ces manifestations.

En tout cas, dit le policier, il serait préférable que les manifestations aient lieu le 8 septembre prochain, c'est-à-dire après la fin des négociations.

Seripharb du 1er septembre.

Le Gouvernement thai est favorable aux manifestations.

Au cours d'une entrevue, Nai Piansak Visaysook, Député de Singburi, Secrétaire-adjoint du Premier ministre Thanom, a opiné qu'il est temps pour le peuple et la presse thais de s'unir pour faire connaître leur opinion à l'égard des manifestations populaires envisagées par plusieurs groupes de personnes.

Nai Piansak dit que la déclaration du Général Praphat signifie que le Gouvernement est favorable à ces manifestations populaires.

Siam Nikorn du 2 septembre.

Le Lieutenant-Général Praphat Charusathien est favorable aux manifestations populaires contre le Cambodge.

Le Lieutenant-Général Praphat Charusathien, Ministre de l'Intérieur, se déclare favorable aux manifestations populaires éventuelles soutenant la déclaration du Gouvernement Thai selon laquelle Preah Vihear et Daun Ton sont thais.

Bangkok Tribune du 2 septembre.

La police est favorable à un défilé après le 8 septembre.

Les Officiers de police de haut rang ont déclaré que la Police est entièrement favorable au défilé envisagé par la population pour demander au Gouvernement de ne pas céder Preah Vihear et Daun Ton.

Siam Rath du 7 septembre 1958

Les négociations sur la question de Preah Vihear sont enfin rompues. Le Cambodge n'a rien obtenu de ces négociations, mais on peut dire qu'il n'est pas déçu non plus de ces pourparlers parce qu'il sait bien que la Thaïlande n'est pas disposée à lui céder ce temple. Cependant, il a voulu qu'il soit sous le contrôle d'un comité mixte de gardiennage. La Thaïlande a refusé la proposition faite en ce sens qui pourrait donner au Cambodge les mêmes droits sur la moitié de Preah Vihear.

Bangkok World 8 septembre

Bagarres anti-cambodgiennes

Une foule estimée à plus de 10.000 jeunes gens en émeute s'est battue hier soir avec la police au cours de leur tentative de manifester devant l'Ambassade du Cambodge . . .

La manifestation a débuté vers 4 heures de l'après-midi, quand une immense foule se réunissait pour écouter les orateurs de Hyde Park attaquer le Cambodge et défendre la revendication thaïlandaise de la montagne de Preah Vihear. Certains portaient des banderoles avec les slogans suivants : "La Thaïlande est unie et ne sera jamais divisée". "La Thaïlande demandera à la Cour Mondiale de lui retourner les quatre provinces" et "Preah Vihear est nôtre".

Des étudiants, des Députés et d'autres haranguaient la foule. Le Chef de ces derniers était Mr. Charubutr Ruengsuwan, membre du parti gouvernemental Chhat Sangkum. Il disait à la foule : "Le Cambodge a manifesté contre nous. Les manifestants étaient dirigés par les officiels de haut rang appartenant au Gouvernement Cambodgien. Les thais aussi ont les jambes assez bonnes pour une manifestation".

A ces mots, un groupe de jeunes gens assis devant l'estrade bondissent et déroulent leurs drapeaux. Il crient : "A l'Ambassade du Cambodge !"

Le Général Praphat Charusathien arriva en short et en chemise hawaïenne. Debout sur le capot d'un camion, il parla à la foule : "La manifestation, dit-il, est parfaite. Elle me plaît parce que tout le monde est venu de sa propre volonté. . . . Je suis très satisfait et reconnaissant, continua le Ministre au milieu des tonnerres d'acclamations, que notre sentiment à l'égard de la nation soit exprimé de façon si splendide par vous tous".

Bangkok World du 14 septembre.

Concernant la manifestation contre l'Ambassade du Cambodge à Bangkok, ce même journal écrit : Le Général Praphat a été critiqué par quelques personnes pour avoir le premier suggéré la manifestation en vue de montrer la détermination thaïlandaise de garder le phnom de Preah Vihear. Les Chinois communistes, les Américains et les agents de l'ex-Premier Ministre Pibul Songgram et du Général Phao Sriyanond étaient accusés d'être les responsables des actes de violence qui se sont produits.

DOCUMENT ANNEXE

Lettre du Prince NORODOM SIHANOUK,
Président du Conseil des Ministres du Gouvernement Royal,
et Chef de la Délégation Cambodgienne aux Nations-Unies

(adressée aux Chefs des Délégations aux Nations-Unies)

Excellence et cher Collègue,

Notre Organisation est actuellement confrontée avec des problèmes trop graves et trop urgents pour qu'on alourdisse, sauf nécessité absolue, l'ordre du jour de son Assemblée Générale.

C'est pourquoi la Délégation du Royaume du Cambodge s'est permise de signaler par ma voix qu'elle s'efforcerait, cette année comme les années précédentes, de régler à l'amiable et par négociations directes, les différends qui peuvent l'opposer à ses voisins.

J'avais cité à cet égard "l'occupation prolongée d'un de nos plus anciens monuments historiques sans égard aux traités internationaux".

L'éminent chef de la représentation de Thaïlande, Son Altesse Royale le Prince WAN WAITHAYAKORN, a estimé, à juste titre d'ailleurs, que je faisais allusion au temple de Preah Vihear, l'un des sanctuaires religieux khmers qui nous a été enlevé, voilà moins de trois ans, par une action militaire et policière thaïe, et ne nous est pas encore rendu malgré nos protestations.

Le Prince Wan ayant exposé son point de vue devant l'Assemblée le 30 septembre et, presque en même temps, devant l'opinion américaine par la voie de la télévision et de la radio, il ne s'offensera pas, j'espère, que je prenne la liberté d'écrire à mes collègues pour rappeler brièvement certaines notions historiques et géographiques qui sont de nature, me semble-t-il, à donner une toute autre idée du problème.

Le temple de Preah Vihear est un de plus beaux spécimens, cela n'est discuté par personne, de l'art khmer de l'époque d'Angkor. Alors que nous étions sous le protectorat français — la France nous représentant donc juridiquement — les traités franco-siamois de 1904 et 1907, ainsi que les documents joints, notamment une carte délimitant les frontières et établie d'accord parties entre Français et Siamois, prouvent, sans contestation possible, que Preah Vihear nous appartient et se trouve en territoire cambodgien.

En 1940-1941, la guerre entre les Siamois (soutenus par les Japonais) et les Français, a permis aux premiers de s'emparer de toute notre province de Battambang et d'une partie de nos provinces de Siemréap et de Kompong-Thom. Mais, après la victoire des alliés, avant d'être admise à siéger aux Nations-Unies, la Thaïlande (nouveau nom du Siam) dut nous recéder les provinces arrachées par la force. Par le traité de Washington de 1946 et par décision de la commission de conciliation de 1947 (qui comprenait, outre les représentants de la France et de la Thaïlande, ceux des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Pérou), le Cambodge a été rétabli dans ses frontières de 1904.

Nous n'avons donc pas à "revendiquer", comme l'a avancé mon éminent collègue thaïlandais, les ruines de Preah Vihear, qui sont notre propriété. Contre quoi nous protestons et ne cesserons de protester, c'est contre l'occupation armée de ce temple par la Thaïlande, au mépris de traités et accords internationaux signés par la Thaïlande elle-même.

Désireux de régler ce grave différend, si c'était possible, par des conversations directes, notre Gouvernement n'hésita

pas à envoyer à Bangkok, voilà deux mois, une délégation conduite par S.E. Son Sann, Ministre des Affaires Etrangères. Cette délégation devait en même temps négocier de nouveaux accords économiques et techniques avec la Thaïlande.

Il fut, dès le départ, évident pour nos délégués que la Thaïlande n'acceptait de négocier avec nous que si nous renoncions à établir nos droits sur Preah Vihear. Le Prince Wan et ses conseillers nous reprochèrent de partir de bases juridiques et nous incitèrent à parler le "langage de l'amitié" ce qui semblait signifier que l'on attendait de nous des concessions à sens unique. Les négociations durent être suspendues.

Pendant ce temps la presse thaïlandaise, avec ensemble, attaqua notre délégation et notre pays et une "manifestation spontanée" d'étudiants se produisit contre notre Ambassade à Bangkok.

Malgré ces démonstrations peu amicales, nous sommes toujours prêts à reprendre les négociations avec la Thaïlande.

Nous avons d'ailleurs prouvé à l'évidence notre esprit de tolérance dans cette affaire en nous abstenant de recourir à la force armée pour récupérer ces monuments occupés par des éléments de l'armée, puis de la police de Thaïlande, qui chassèrent nos gardiens.

Nous avons d'ailleurs un témoignage difficilement réfutable de ce que, contrairement à l'affirmation de mon honorable collègue thaïlandais, son pays ne possédait pas ce temple "même avant que le Cambodge ne devienne indépendant".

En effet, S.E. Pierre Gorce, actuel Ambassadeur de France au Cambodge et alors Commissaire de la République Française, visita Preah Vihear pendant la saison sèche de 1948 en compagnie de M. Pignon, Haut Commissaire de France en Indochine et de S.E. Nhiek Tiouloung, notre actuel Ambassadeur à Moscou. Il y retourna en compagnie du Gouverneur de la Province de Kompong-Thom (sur le territoire de laquelle ce monument est édifié) pendant la saison sèche de 1953. M. Gorce

m'a dit se tenir prêt à témoigner qu'il n'a rencontré aucun représentant de l'autorité thaïe pendant ses excursions dans les ruines.

Je tiens à rappeler que l'année 1953 est celle de notre indépendance. Les autorités thaïes n'engagèrent donc, comme on le voit, aucune action contre Preah Vihear pendant le protectorat ou notre "association" avec la France. C'est après la difficile conquête de notre indépendance qu'elles nous arrachèrent cette pièce de notre patrimoine national.

C'est en effet au mois de décembre 1955 que nos trois gardiens du temple furent chassés par les forces thaïlandaises. Ces faits et ces témoignages suffisent, j'en suis persuadé, à vous permettre de juger de quel côté se trouvent le bon droit, la justice et la tolérance.

Je vous pris de bien vouloir agréer, Excellence et cher Collègue, l'assurance de ma très haute considération.

NORODOM SIHANOUK

Premier Ministre du Royaume du Cambodge
et Président de la Délégation Cambodgienne
à la 13^{ème} Session de l'Assemblée Générale
des Nations-Unies

CHAPITRE II

INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU CAMBODGE

L'ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge est constante depuis plusieurs mois. La présentation de la situation dans le Royaume ne correspond en rien à la vérité et vise deux buts :

1/ déconsidérer le Gouvernement Royal aux yeux du peuple thai et du peuple cambodgien:

2/ présenter le Cambodge au monde international comme une Nation instable, en proie aux difficultés intérieures, au marasme économique, et faisant preuve d'une permanente volonté d'agression à l'égard de la Thaïlande.

Les déclarations de membres du Gouvernement Royal de Thaïlande, d'Officiers Généraux de l'Armée thaïlandaise et d'hommes politiques et parlementaires thais sont très révélatrices :

Déclaration du **Major Général Pong Punnakant**
(reprise par le Daily Mail du 8 septembre)

Le Cambodge aurait plus d'intérêt à faire relever le standard de vie de son peuple que de se créer des ennemis parmi ses voisins.

Déclaration de **M. Yat Waidi**, Député de Surin
et Secrétaire Général Adjoint à la Présidence du Conseil.

Au Cambodge les fonctionnaires et les propriétaires de terres endurent des difficultés à cause du règlement imposé par le Prince Sihanouk, obligeant les fonctionnaires et les parlementaires à aider le peuple à cultiver la terre une fois par mois. L'ordre du Prince n'apporte rien de bon à la majorité du peuple cambodgien, parce que les riziculteurs sont des capitalistes possédant des centaines de rai.

Déclaration du **Major Général Pong Punnakant**,
au cours d'une réunion d'Officiers (reprise par Prachati-
patai du 14 octobre)

Le Prince Sihanouk, se croyant puissant, a fait quelque chose (?) selon sa volonté. Ce qui fait que la Nation doit subir les conséquences désastreuses de ses actes.

Déclaration du **Lieutenant-Général Prasert Ruchiravong**, Directeur Adjoint de la Police et chargé de la répression des crimes (reprise par Siam Nikorn du 22 août).

Bien que le Cambodge soit neutre, ce pays a reconnu la Chine Rouge. Selon les rapports de la police, on signale une activité accrue des communistes au Cambodge.

Déclaration de **M. Visutr Attayukt**, Ministre des Affaires Etrangères par intérim, en date du 13 octobre (reprise par Bangkok Post du 14 octobre).

Le Prince Norodom Sihanouk, Premier Ministre du Cambodge, a poussé le peuple cambodgien à imaginer des menaces venant de l'extérieur pour détourner l'attention de la corruption et autres difficultés internes.

Ordre du jour d'une réunion urgente du Cabinet Thai (rapporté par The Thai People du 14 octobre).

Sur le plan extérieur une question importante a été soulevée au sujet de la décision prise par la Chine Rouge d'installer au Cambodge ses quartiers généraux pour le Sud-Est Asiatique, avec lequel elle est en train de négocier l'installation de ses Consuls dans toutes les provinces cambodgiennes où vivent des chinois.

Déclaration de **M. Visutr Attayukt**, Ministre des Affaires Etrangères par intérim (reprise par Bangkok Post du 14 octobre).

Le Prince Norodom prit le pouvoir et s'employa à détourner l'attention des Cambodgiens des problèmes d'ordre interne en accusant la Thaïlande et le Vietnam d'agression le long des frontières et en reconnaissant la Chine Communiste.

Les informations reçues du Cambodge montrent que le peuple n'est pas satisfait des conditions du pays et surtout de l'obligation imposée aux officiels et autres de travailler comme les communistes.

Déclaration du **Prince Wongsanuvat Tévakul**, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, en date du 12 novembre (reprise par Siam Nikorn du 13 novembre).

Actuellement, nous avons reçu des rapports selon lesquels il y a une confusion politique au Cambodge et que le Prince Sihanouk aurait déclaré qu'il veut donner sa démission parce que la Cour n'est pas contente de lui. Le fait que Radio-Cambodge attaque constamment la Thaïlande indique que le Cambodge veut détourner l'attention de son peuple vers la Thaïlande.

Après l'offre de médiation du Prince Norodom Sihanouk entre les Etats-Unis et la Chine Populaire, le Bangkok World du 4 octobre rapporte les propos suivants du **Général Praphat Charusathien**, Ministre de l'Intérieur:

Cela rentre dans la politique du Prince Sihanouk pour que son peuple s'intéresse aux affaires extérieures afin de détourner son attention de la situation des affaires internes.

La presse se montre particulièrement violente à l'égard du Cambodge et du Gouvernement Royal. Les appels en faveur d'un Coup d'Etat sont clairement exprimés.

Il est intéressant de noter que le seul Coup d'Etat enregistré au Cambodge fut le fait de M. Son Ngoc Thanh qui s'empara du pouvoir en 1945 avec l'appui de l'armée japonaise d'occupation. M. Son Ngoc Thanh, déclaré traître et félon, est aujourd'hui réfugié en Thaïlande.

Ce n'est point le lieu de retracer ici l'histoire des Coups d'Etat militaires annuels qui ont eu lieu en Thaïlande.

Prachatipatai du 25 août 1958

... Une haute personnalité politique m'a confié que le Cambodge, sous la direction du Prince Norodom Sihanouk, va vers la déception. Il s'en va à la dérive, au gré du hasard. Personne n'ose l'arrêter. L'Assemblée Nationale est entre les mains du Prince...

Kiattisak du 9 octobre.

Jusqu'ici on voit que les dirigeants cambodgiens abandonnent leur peuple à son propre sort. Le Premier Ministre du Cambodge ne s'occupe que de faire des voyages de propagande.

... Quant aux dirigeants du Cambodge, ils n'ont pas le même esprit de sacrifice (que les birmans). Je le vois bien parce qu'un Coup d'Etat avec effusion de sang est possible au Cambodge.

Thai Raiwan du 28 octobre.

Norodom qui a fait prosterner le Cambodge tout entier devant la Chine Communiste et qui, en voyage d'agrément aux Etats-Unis d'Amérique avec son double jeu, a gaspillé 400.000 ticaux pour organiser une réception de deux heures à New-York, rencontre de violentes réactions de la part des hommes politiques, des militaires et du peuple cambodgiens.

Norodom est rentré (d'Amérique) dans son pays comme un amoureux déçu. Il aurait dû se suicider. S'il s'agissait d'un Samourai il se fut déjà fait hara-kiri ou aurait sauté dans le cratère d'un volcan. Mais pour Norodom il est préférable qu'il donne sa démission.

Certains journaux ne craignent pas de présenter le Cambodge de 5 millions d'habitants manifestant une volonté d'agression contre la Thaïlande de 20 millions d'habitants et son armée, forte et supérieurement armée.

Sarn Seri du 14 novembre.

Depuis que le dirigeant du Cambodge a placé sa Nation sous la Chine Communiste, ce pays a pris une attitude de mauvaises gens qui ne cherchent qu'empiétements sur leurs voisins.

... Ces agissements comportent l'empiétement sur la Thaïlande et les autres voisins et l'application du système communiste dans le pays.

Nous avons déjà parlé de ce groupe d'hommes, sans en préciser les noms, pourtant relevés par Radio Phnom-Penh le 12 courant, et qui sont les Ministres du Cambodge et le Prince Norodom. Ceci est l'affaire de la majorité du peuple cambodgien qui devrait chercher le moyen pour empêcher que sa propre nation ne puisse se détruire à cause de ce petit groupe de personnes. En tant que citoyens d'un pays démocratique libre, nous ne faisons qu'exprimer notre vive sympathie au peuple cambodgien qui ne peut rien faire contre les agissements aveugles de ce petit groupe.

La presse thaïe, bien qu'elle ne réagisse pas contre cette insulte, ne peut rester indifférente quand le Cambodge veut demander une partie du territoire thaï en prétendant qu'elle lui appartient. **C'est l'acte d'un mendiant dicté par l'ambition d'un petit groupe** de personnes qui, après s'être associé avec la Chine Communiste, veut se faire grand devant la Thaïlande. C'est une mesure d'intimidation pour faire céder par la Thaïlande cette partie de son territoire. C'est ce qui a poussé nos frères patriotes à manifester. **Ces manifestations sont comme un couteau visant la poitrine du Cambodge.**

Thai Raiwan du 16 novembre.

... Quand au Prince Norodom Sihanouk il a, à l'heure actuelle, une mauvaise humeur. Son inconstance a coûté au Cambodge la perte totale des aides américaines. Actuellement la situation du Cambodge est critique. Les troupes de l'Armée cambodgienne n'ont pas touché leur solde. Des dissensions et des troubles règnent. Le Prince Sihanouk est dans le désespoir. Il a commis tant d'erreurs dans l'administration du pays qu'il a provoqué de sérieux commentaires de la part des conseillers qui n'approuvent pas sa façon de s'associer avec les Communistes.

CHAPITRE III

NEGATION DE LA SOUVERAINETE NATIONALE DU CAMBODGE

L'établissement de relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et le Cambodge a été, pour la Thaïlande, un prétexte de choix pour mener une violente campagne contre notre pays. Il apparaît très clairement que le Gouvernement Thaïlandais faisant état du récent échange diplomatique entre Phnom-Penh et Pékin recherche l'appui du S.E.A.T.O. pour le soutenir dans sa politique hostile à l'égard du Cambodge.

Cependant, le Gouvernement Royal l'a hautement proclamé et les Nations occidentales, les Etats-Unis en particulier, l'ont reconnu, les relations amicales entre le Cambodge et la République Populaire de Chine ne signifient en aucune façon un abandon de la politique de rigoureuse neutralité suivie par la Nation Cambodgienne.

Les déclarations de membres du Gouvernement thai visent à présenter le Cambodge comme une Nation ayant totalement abdiqué sa souveraineté entre les mains des dirigeants chinois, et que, par conséquent, une invasion de la Thaïlande par la Chine et ses alliés, à travers le Cambodge, serait imminente. Les observateurs étrangers au Cambodge ont été unanimes à souligner l'inanité de cette propagande.

Déclarations du **Général Praphat Charusathien**,
Ministre de l'Intérieur, reprises par The Thai People du
6 août.

Les autorités thais ont saisi des documents sur
des vietnamiens vivant en Thaïlande prouvant que les
vietnamiens "gauchistes" disposent maintenant d'une
tête de pont pour envahir la Thaïlande. Cette tête de
pont, c'est le Cambodge.

Les documents ont montré encore qu'auparavant
les troupes communistes auraient eu à franchir une
frontière, mais que maintenant elles n'auraient qu'à
passer par Phnom-Penh.

Ces mêmes déclarations ont été reprises par
Bangkok World du 6 août.

Des officiers thais en patrouille ont récemment
découvert la preuve laissant entrevoir que les vietminh
utiliseraient le Cambodge comme tête de pont pour
envahir la Thaïlande. Le Général Praphat a indiqué
qu'un vietminh avait été récemment arrêté à la frontière
et avait révélé que les communistes projetaient d'utiliser
le Cambodge comme marche-pied pour entrer en
Thaïlande.

Certaines déclarations d'hommes politiques thais constituent de véritables appels à l'insurrection.

Déclaration de **M. Somsak Chomchant**, Député d'Ayuthya (reprise par Seriphab du 22 septembre).

Les agissements du Prince Norodom Sihanouk prouvent que celui-ci ne nourrit aucune bonne intention envers son peuple. Depuis qu'il a reconnu la Chine Rouge, le Cambodge est entièrement sous l'influence communiste. La lutte pour l'indépendance n'aura été menée que pour remettre ce pays à Mao Tsé-toung. En outre il cherche à empiéter sur ses voisins. Il est raisonnable qu'un groupe de patriotes cambodgiens demandent à punir Sihanouk par pendaison.

Propos tenus par le **Major Général Pong Punakan**, Secrétaire Général du parti gouvernemental (rapportés par Bangkok World du 14 septembre 1958).

"Le Gouvernement (thai) prête une attention particulière à la situation de la frontière cambodgienne. Les journaux ont fait état d'une information émanant de la police, selon laquelle 2.000 soldats de la Chine Rouge procédaient à l'entraînement des troupes cambodgiennes, stationnées près de la frontière thaïe.

Déclaration du **Lieutenant Général Surachit Charusérani** à Radio-Thaïlande (reprise par Bangkok Post du 25 septembre).

J'ai déclaré le 1^{er} septembre dernier que pendant que la Délégation Cambodgienne se trouvait à Bangkok pour des négociations le Prince Norodom Sihanouk se rendait en Chine, et de Pékin venait une accusation que la Thaïlande commettait des agressions.

Je disais en cette occasion que, pendant les négociations entre les deux nations voisines, un troisième pays était intervenu.

Les négociations se changeaient en réclamation de territoire thai. Il n'y a qu'un seul Préah Vihéar et il est à la Thaïlande. La Thaïlande ne peut donc pas céder Preah Vihéar. Cette réclamation, ainsi que d'autres actes du Cambodge, ont provoqué une réaction de la part des patriotes thais.

Le Gouverneur de Trad, province limitrophe du Cambodge, a rapporté que le Cambodge a procédé à une mobilisation partielle de ses forces dans trois secteurs avoisinant la province.

Déclaration de **M. Visutr Attayukt**, Ministre des Affaires Etrangères par intérim le 14 octobre (reprise par Chao Thai du 16 octobre).

Depuis que le Gouvernement du Prince Sihanouk est au pouvoir, Il a reconnu la Chine Rouge et a fait appliquer dans son pays des méthodes communistes telles qu'obliger les gens à travailler péniblement. Ceci provoque des réactions dans tous les milieux populaires, et, pour sauvegarder la stabilité de son Gouvernement, le Prince s'est créé des ennemis parmi ses voisins, la Thaïlande et le Vietnam, afin de détourner l'attention du peuple des affaires internes vers les événements internationaux. C'est dans ce but que le groupe précité cherche à enflammer la querelle entre la Thaïlande et le Cambodge.

On retrouve dans les déclarations des autorités thais et sous la plume des journalistes thais l'accusation non fondée portée contre le Cambodge de faciliter les infiltrations d'agents communistes en Thaïlande. Il suffit de rappeler que les autorités thaïes ont elles mêmes déclaré que 60 pour cent des 3 millions de chinois établis en Thaïlande sont très favorables à la Chine Populaire. Il semble, dans ces conditions, que le Cambodge serait plus en droit de craindre des infiltrations venant de Thaïlande!

Siam Nikorn du 30 juillet.

Les communistes d'Indochine commencent à agir fébrilement en établissant une «tête de pont» au Cambodge, d'où ils envoient leurs agents s'infiltrer dans les pays voisins, y compris la Thaïlande.

Naew Na du 1^{er} août

La reconnaissance du régime de Pékin par le Cambodge constitue une victoire pour les communistes dans leur pourrissement de l'Asie du Sud-Est. Le Prince Norodom Sihanouk, Premier Ministre du Cambodge, avait fait connaître, en janvier dernier, sa détermination de combattre les communistes en déclarant: «Les communistes me couperaient la tête mais je sacrifierais ma vie pour notre pays»... Mais six mois après, la même personnalité précipitait volontairement son pays dans le colonialisme communiste et tendait son cou pour qu'il fut coupé. C'est à la fois pitoyable et grotesque que de traiter le destin de son pays comme un jeu d'enfant.

Pendant, il nous faut examiner à fond les faits qui ont incité le Prince à opérer un tel changement. A part le manque d'expérience qui a poussé le Prince Sihanouk à céder à la menace des communistes, il y a encore le fait que les démocraties n'ont pas su réellement et sérieusement résister contre les communistes. C'est peut être la raison de la faiblesse du Prince Sihanouk....

La reconnaissance de Pékin par le Cambodge constitue un geste de mépris vis-à-vis du S. E. A. T. O., car ce pays placé sous la protection du pacte apporte maintenant sa coopération à la Chine Rouge.

Il est vrai qu'en tant qu'Etat indépendant le Cambodge a le droit de reconnaître la Chine Rouge. Mais la Thaïlande a également le droit de prendre des précautions, car le Cambodge est devenu désormais le terrain privilégié des communistes internationaux dans leurs tentatives de s'infiltrer en Thaïlande par la porte de derrière. Il est certain que le Secrétaire Général a dû prendre ses précautions et est prêt à toute éventualité. Nous devons prendre des précautions contre le danger des infiltrations, tel qu'il s'est produit en Irak et au Liban. Nous devons faire davantage attention aux dangers venant par la porte de derrière. La neutralité et les principes du Pancha Sila ne sont que prétexte de propagande de ceux qui se conduisent bien selon la ligne de conduite de Pékin. Le Prince Sihanouk est capable d'utiliser sa politique de neutralité comme un piège.

Un certain nombre de nouvelles à sensation ne méritent aucun démenti, de par leur invraisemblance même.

Thai Rath du 4 août.

Selon une information diffusée par un poste de radio que nous avons capté dans la journée du 2 courant la Chine Rouge a envoyé au Cambodge 200.000 soldats avec des armements modernes à la suite d'un accord intervenu avec les autorités diplomatiques cambodgiennes. On sait que le Cambodge vient de reconnaître la Chine Rouge. *(Cette nouvelle a été démentie par le même journal le lendemain.)*

Siam Nikorn du 6 août.

Le Prince Norodom Sihanouk devrait être rendu responsable de son pays et de son peuple parce que sous sa direction le Cambodge devient un objet de haine de la part des pays voisins et que sa situation économique ne fait qu'empirer.

Il est à présumer que dans l'avenir la Chine Rouge enverra ses experts militaires pour réorganiser les forces armées cambodgiennes.

La Russie pourrait remettre au Cambodge une escadrille d'avions à réaction "MIG" pour faire de ce pays une pointe de lance prête à enfoncer le front du S.E.A.T.O.

Du même journal

Le communisme a pu prendre pied au Cambodge à cause de l'ignorance et de la pauvreté du peuple. Si le Cambodge avait la liberté de presse et un parti d'opposition, le Gouvernement du Prince serait renversé à bref délai, ou même des extrémistes pourraient avoir recours aux méthodes qui ont fait leurs preuves en Irak.

Kiattisak du 7 août.

Bien que le Cambodge ne soit pas devenu communiste après sa reconnaissance de la Chine Rouge, le peuple et le Gouvernement cambodgiens en sont déjà pourris puisqu'il contribue à la propagande du communisme dans les pays d'Asie.

Selon le communiqué du Gouvernement thai diffusé en cette occasion le danger venant du Cambodge existe depuis longtemps.

Les observateurs étrangers qui connaissent la Thaïlande seront sensibles à l'humour involontaire contenu dans la dernière phrase de l'article suivant :

Prachatipatay du 11 août 1958

... Personne n'est sûr de la politique du Cambodge...

Avec la reconnaissance de la Chine Rouge, tous les Chinois du Cambodge sont devenus rouges. Toute cette intrigue est manœuvrée peut-être par les hauts mandarins du Cambodge qui sont des Cambodgiens d'origine chinoise.

C'est ainsi que le Cambodge abandonne sa politique de neutralité pour faire partie de l'autre bloc.

... Si le Cambodge a changé sa politique de façon aussi imprévisible, c'est parce qu'il y a trop de crises ministérielles et de changements de gouvernement. On ne sait jamais si ce pays n'adopterait pas bientôt la dictature, car la dictature est l'essence même de la doctrine des communistes.

Siam Nikorn du 19 août

Les "cadeaux" de Pékin pourraient changer la face des négociations, si celles-ci n'aboutissaient par la Chine Rouge invoquerait des prétextes car elle soutient activement le point de vue du Prince sur la question de frontière. C'est elle qui aurait invité le Prince à s'emparer de Preah Vihear par la force à l'occasion de sa première visite à Pékin. Cependant le Prince n'avait pas voulu apporter trop de risques à son pays.

Krungdheb du 29 août 1958

A la veille de l'installation de l'Ambassade de la Chine Communiste, on remarque la présence des groupes de militaires chinois camouflés en experts. Ces individus sont très nombreux à Phnom-Penh. Ils attendent l'arrivée au Cambodge de l'armée populaire de Pékin. Le peuple cambodgien lui-même n'ose plus se montrer dans la rue de peur de se heurter à ces experts.

Le Cambodge et son armée de moins de 30.000 hommes cherche à intimider l'armée thaïe 4 fois plus nombreuse et dotée de matériel moderne!

Kiattisak du 11 septembre 1958

Selon un rapport des autorités frontalières, 2.000 soldats se seraient installés au village d'Allongveng, district de Cheom Ksan, territoire du Cambodge, à 27 kms de la Thaïlande.

Nous trouvons que le danger aux frontières est imminent parce que les relations entre la Thaïlande et le Cambodge sont presque rompues à la suite de l'échec du Cambodge aux négociations à Bangkok. De cette situation critique, il pourrait résulter des échanges de coups de feu par suite de malentendus ou du désir du Cambodge de créer l'état de guerre entre les deux pays.

L'activité cambodgienne aux frontières montre bien que la Chine Rouge a encouragé le Cambodge par tous les moyens. Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi le Cambodge a cette mauvaise intention à l'égard de la Thaïlande. Le Cambodge considérerait la question de territoire comme cause principale de la guerre avec la Thaïlande.

... Nous tenons à dire au Gouvernement du Cambodge que la façon belliqueuse de s'appuyer sur une autre nation pour intimider la Thaïlande n'aboutira à aucun résultat parce que le Gouvernement et le peuple thais n'ont peur de rien.

Kiattisak du 25 septembre.

On sait que le Cambodge nourrit deux intentions à l'encontre de la Thaïlande. Tout d'abord il utilise les mesures d'intimidation pour influencer les négociations engagées, puis, la Thaïlande ne craignant pas ces menaces, il cherche à pousser le peuple thai à bout de patience. Ceci est fait dans le but de permettre à son "nouveau maître" d'empiéter sur la Thaïlande tout en prétendant que celle-ci ne désire pas la paix.

Le Prince Norodom Sihanouk a placé son pays sous l'égide de la Chine Communiste et écouté les ordres de Pékin et les cambodgiens se divisent en deux groupes dont l'un ne veut pas que le Prince lui dicte sa volonté.

... Un coup d'Etat ou une insurrection est à attendre au Cambodge. Ce jour-là le Prince serait envoyé soit au tombeau, soit dans un palais à Pékin.

Kiattisak du 29 septembre.

La guerre froide entre le Cambodge et la Thaïlande a commencé. Elle est de plus en plus violente et pourrait dégénérer en une véritable guerre. C'est le Cambodge qui l'a provoquée. Quand la guerre éclatera les communistes, sans doute, interviendront pour attaquer la Thaïlande suivant leur plan d'agression. Ils sont actuellement en train d'inciter et de forcer le gouvernement et le peuple cambodgien selon leur projet.

Ekpharb du 9 octobre.

Des avions bi-moteurs cambodgiens sont en train de transporter des experts militaires chinois rouges et de les débarquer secrètement dans la forêt de Cheom Ksan à 20 kilomètres de la Thaïlande. Actuellement ce transport continue. On ne sait plus le nombre de ces experts militaires chinois rouges envoyés au Cambodge.

Kiattisak du 12 octobre.

Plus de 2.000 étrangers, en uniforme de l'armée chinoise, bien armés ont été vus près de la frontière thaïe. Il paraît que tout est préparé pour envahir la Thaïlande. On signale en outre qu'un groupe d'étrangers bien armés ont pénétré subrepticement dans la province de Chantaburi et s'y sont dispersés de sorte que les autorités ne puissent les intercepter. On croit savoir que ces personnes sont des espions chinois qui sont envoyés en Thaïlande pour pousser le peuple au désordre.

Actuellement une grande partie des troupes chinoises rouges restent encore près de la frontière thaïe-khmère.

Sarn Seri du 14 octobre.

On apprend que le Gouvernement cambodgien est favorable à la demande de la Chine Rouge d'installer des consulats. Ce qui revient à dire que la Chine contrôle entièrement l'administration cambodgienne.

.. La Chine Rouge envisage de faire du Cambodge son quartier général dans le Sud Est Asiatique.

Sarn Seri du 28 octobre 1958.

La politique actuelle du Gouvernement du Cambodge présidé par le Prince Norodom a rencontré une vive réaction de la part du peuple cambodgien qui est mécontent de voir Norodom placer sa nation sous l'esclavage de la Chine Rouge, et pire encore, faire appliquer au Cambodge le système de la Chine Rouge. Norodom est ambitieux et rêveur. Tout ce qu'il a fait a été dicté par son ambition et son caprice. Norodom a profité de la sueur du peuple cambodgien pour dépenser 400.000 ticaux en deux heures de réception.

Naew Na du 30 octobre.

Des nouvelles disent que les Communistes demanderont à faire venir des militaires pour entraîner les troupes cambodgiennes. Le nombre de ces instructeurs militaires serait de 2.000 à 3.000 officiers. Actuellement rien n'a encore été décidé à ce sujet. On pense que la Chine Communiste fera venir ses hommes et son matériel quand le port de Kompong-Som sera ouvert au trafic.

CHAPITRE IV

REVENDEICATIONS TERRITORIALES

Le Cambodge, dont l'origine en tant que Nation, remonte aux premiers siècles de l'ère chrétienne a, dans ses frontières actuelles, une unité ethnique qui a toujours été constatée par les géographes et ethnologues étrangers. A l'exception de communautés peu nombreuses, non thaïs d'ailleurs, et d'immigration récente, il est peuplé exclusivement d'habitants de race khmère.

Par contre, des îlots peuplés de cambodgiens, vestiges de l'ancien Royaume Khmer, subsistent en Thaïlande et au Sud Vietnam.

Les revendications thaïes portant sur des territoires peuplés exclusivement de cambodgiens, se réclament de l'occupation très temporaire et par la force, de plusieurs provinces du Cambodge à certaines périodes de notre Histoire.

Il convient de rappeler qu'en 1941 la Thaïlande appuyée par le Japon avait arraché au Cambodge la Province de Battambang et une grande partie de la Province de Siemréap, Pursat, Kg-Thom et Stung-Treng. Après la victoire des alliés sur le Japon, la Thaïlande se vit contrainte de restituer ces territoires par le Traité de Washington du 17 Novembre 1946.

Aujourd'hui certains hommes politiques thais ne craignent pas d'affirmer hautement la volonté thaïlandaise d'annexer tout ou partie du territoire cambodgien :

Déclaration de **M. Lert Samphantaraka**, Député de Chhayaphumi (reprise par The Thai People du 6 septembre 1958):

Le Cambodge a fait son apparition dans l'Histoire il y a quelques années seulement et cela grâce toujours à l'aide de la Thaïlande... Tout d'abord, le Cambodge faisait partie du territoire thai. Mais il fut ensuite une colonie française. Quand la France le quitta, il devait juridiquement revenir à la Thaïlande. Il ne devrait pas chercher à s'élever si haut, jusqu'à faire appel aux Nations Unies.

L'île de Koh Kong est l'objet de périodiques revendications thaïlandaises, dont le porte-parole est le Député et Ministre Luang Athakorn Pisal.

Cette île, qui se trouve dans les eaux territoriales cambodgiennes, est peuplée en très grande majorité de khmers. A l'exemple de toutes les populations frontalières les habitants de l'île dont la langue est le cambodgien comprennent également le thai.

Déclaration de **Luang Athakorn Pisal**, Député et ancien Ministre de la Justice (reprise par Sarn Seri du 8 septembre).

Koh Kong, ou province de Prachankiriketh, a été prise à la Thaïlande par la France. Les habitants de Koh Kong sont presque tous des thais et cette île devrait revenir à la Thaïlande, le Cambodge n'y ayant aucun droit.

Déclaration du Député Luang Athakorn Pisal,
au journal Thai Raiwan en date du 15 novembre.

Luang Athakorn a affirmé que 80% des habitants de Koh Kong sont thais. Le reste en est des militaires cambodgiens dont la plupart sont originaires de Kampot. Nous voulons toujours reprendre notre île.

Ce député déclare que Koh Kong et Koh Kapik sont deux îles importantes qui doivent revenir à la Thaïlande conformément aux accords conclus avec la France. Actuellement les habitants de Koh Kong se plaignent d'être plus maltraités sous la domination cambodgienne que sous celle des Français.

La presse thaïlandaise se fait l'écho des hommes politiques thais et développe longuement les revendications territoriales en les étayant de considérations qui sont un défi à la réalité des faits:

Prachatipatai du 3 septembre

Les habitants de Koh Kong demandent à revenir en Thaïlande.

“Est-il déjà temps que vous nous aidiez à vivre sous le drapeau thai. Nous, les habitants de l'île de Koh Kong étions un instrument de garantie pour l'indépendance de la nation thaïe depuis 45 ans. Maintenant que la France a quitté l'Indochine, nous ne sommes pas encore libérés pour pouvoir jouir de l'indépendance comme les autres compatriotes thais. Tous les jours, nous pleurons dans nos cœurs. **A l'heure actuelle, comme le Cambodge réclame le territoire de la Thaïlande, pourquoi celle-ci ne réclame pas l'île de Koh Kong qui est le vrai territoire thai.** Ou bien vous nous avez déjà oubliés. Bien que nous devenions cautions des Français depuis très longtemps, nous sommes toujours thais corps et âmes. La liberté nous manque”.

“Vous, frères du même sang! nous vous prions d'avoir pitié de nous et de chercher les moyens pour que le Gouvernement thai fasse de telle manière que les habitants de Koh Kong et notre île reviennent à vous le plus tôt possible”.

Kiattisak du 30 septembre

Etant membre du S.E.A.T.O. la Thaïlande devrait le consulter parce que le Cambodge a sa frontière commune avec notre pays. Selon notre opinion la fermeture de frontière est à décider par le Gouvernement. Il paraît que la riposte de la Thaïlande aux attaques de Radio-Cambodge est inutile. **Ce qu'il faut faire à présent, c'est lui réclamer les quatre Provinces de l'Est.**

Sarn Séri 17 novembre

Les thais des territoires arrachés (Battambang, Siemréap et Koh Kong) ne cessent de penser à leur patrie. La preuve en est que lors de la récupération par la Thaïlande de certains territoires opérée pendant les hostilités indochinoises, leurs habitants de nationalité thaïe ont pleuré de joie quand ils se voyaient rattachés à la Métropole. Mais après une courte période, la Thaïlande a perdu de nouveau ces territoires. Les Thais qui ont visité Battambang, Siemréap et Koh Kong y rencontrent des gens qui parlent encore la langue thaïe. Ce sont des cambodgiens de par la loi. Etant d'origine thaïe, ils parlent la langue thaïe et désirent vivre sous l'autorité du Gouvernement Thai. Malgré cette séparation ils conservent l'esprit et les sentiments thais.

L'article reprend les déclarations du Député Luang Athakorn Pisal prétendant que tous les habitants de l'île de Koh Kong sont des thais et que les quelques cambodgiens qui y vivent appartiennent à la cinquième colonne du Cambodge.

La nationalité n'est pas aussi importante que la race. Les habitants qui vivent soit à Koh Kong, soit à Battambang, soit dans d'autres régions sont des thais. Ils veulent toujours rester thais... Conservant leurs propres sentiments et leur propre esprit ils n'ont que le désir de rejoindre les autres frères thais par l'unification des territoires.

CHAPITRE V

INCIDENTS DE FRONTIÈRE ET PROVOCATIONS

Le Gouvernement thaïlandais et la presse thaïe prétendent que le Cambodge procède à des préparatifs militaires et renforcé les effectifs et l'armement de ses postes frontière. Or, le Gouvernement Royal du Cambodge a toujours affirmé qu'aucune mesure militaire spéciale n'a été prise tant sur le territoire qu'aux frontières. Les observateurs étrangers ont été à même de constater le bien fondé des affirmations khmères.

Sur une partie de la frontière commune entre les deux pays la piraterie règne à l'état endémique et les incursions, en territoire khmer ou thaïlandais, sont le fait de petites bandes, ne dépassant pas 20 hommes, de nationalité khmère ou thaïe et parfois mixtes, à la recherche de troupeaux à razzier. La Garde Provinciale Cambodgienne a toujours déployé tous ses efforts pour intercepter ces malfaiteurs.

La seule activité de pirates de quelque envergure fut le fait de la bande du hors la loi khmer A Seap, réfugié en Thaïlande, bénéficiant de l'appui de certaines autorités thaïlandaises, et faisant de brèves incursions sur notre territoire.

Il convient, par ailleurs, de remarquer que les relations entre les populations frontalières des deux pays furent toujours excellentes et que la propagande thaïlandaise n'est jamais parvenue à altérer ces rapports directs de bon voisinage.

Déclaration du **Lieutenant-Colonel Luen Bunyachitt**, porte-parole du Département de la Police, le 16 septembre (reprise par The Thai People du 17 septembre 1958).

Le Cambodge a envoyé des renforts de troupes dans certaines localités de la frontière thaïe.

Les localités qui ont reçu des renforts de 260 à 400 hommes sont Koh Saket, une grande île du Mékong, les villages de Bangrung, de Pakhlong, de Samkwai et la garnison de Cheom-Ksan. Dans cette dernière localité, on a observé une grande activité. Les camions et les avions y sont venus fréquemment.

Certaines des localités, qui ont reçu des renforts, se trouvent de 10 à 20 kilomètres de la frontière thaïe.

Le ton de certains articles de presse a une gravité qui ne correspond nullement à la situation réelle aux frontières, mais cherche manifestement à émouvoir une opinion publique qui demeure sceptique

Siam Nikorn du 11 août 1958.

La deuxième armée a reçu l'ordre de se tenir prête à toute éventualité qui pourrait se produire à la frontière thaïlando-khmère. Cette armée pourrait se porter sur le théâtre d'opérations en deux heures. On rapporte que l'activité est intense du côté cambodgien où les tracteurs sont utilisés pour le dégagement d'une zone toute proche du territoire thaï. Les bornes-frontière ont été enlevées et replantées à l'intérieur du territoire thaï. Les renforts de police ont été dépêchés sur les lieux pour faire face à la situation.

Dans la région d'Aranya, le Cambodge procède à une invasion silencieuse du territoire thai. Les autorités cambodgiennes emploient des tracteurs pour dégager une forêt proche du territoire thai et font déplacer les bornes frontière pour les replanter à l'intérieur du territoire thai, à une profondeur atteignant parfois 20 kilomètres. A certains endroits, les bornes ont simplement disparu. Le Cambodge grignote le territoire thai par des poussées silencieuses. Pour faire face à la situation, les forces de la police des frontières coopèrent étroitement avec celles de la province dans le secteur allant d'Aranya à la limite de la province d'Ubol.

Kiattisak du 15 août 1958.

Alors que le Lieutenant Général Praphat Charusathien, Ministre de l'Intérieur, déclarait à la presse que la situation à la frontière khmère est calme, les députés d'Ubol qui s'y sont rendus pour examiner la situation, ont rapporté que le Cambodge a renforcé les postes frontière, et un bataillon y est installé. En outre, selon ces députés, le Cambodge a mobilisé la population pour la construction des routes stratégiques. Les travaux se poursuivent nuit et jour. Ces préparatifs indiquent que le Cambodge veut la guerre, après avoir reconnu la Chine Rouge.

Devant ces faits, la Thaïlande a raison de proclamer l'état d'urgence dans les provinces limitrophes du Cambodge. Car elle pense que la Chine Rouge pourrait envoyer ses éléments en Thaïlande pour y provoquer des troubles en se servant du Cambodge comme base d'opération. Au lieu de rester neutre, c'est-à-dire ne permettre à aucun pays de l'utiliser comme lieu de passage ou de base d'opération, le Cambodge se prépare activement à la guerre. Selon un Thai qui s'est rendu au Cambodge et a vécu avec les troupes khmères pendant un mois et qui vient de rentrer à Dej Oudon, dit Nai Luang (député d'Ubol) les Cambodgiens ne s'occupent pas, même en cette saison, de leurs rizières parce que les autorités les réquisitionnent pour la construction des routes stratégiques en vue de faciliter le transport des troupes et du matériel. Ces routes commencent au village de Cheom Ksan et vont jusqu'à Kompong Thom. A l'heure actuelle les travaux sont accélérés à tel point qu'ils se poursuivent de jour comme de nuit. Les postes et camps militaires construits pendant l'occupation thaïe ont été réparés d'urgence par les autorités khmères. Des postes ont été construits et des travaux de fortification ont été entrepris. Des

tranchées ont été creusées et des barbelés posés. Selon ce Thai qui ne veut pas révéler son nom, le Cambodge a commencé ces travaux peu de jours avant de reconnaître la Chine Rouge. Ces faits indiquent que le Cambodge a déjà son plan. Dans le village de Ta Patei sur le Stung Sen qui coule vers Kompong Thom, il y a un bataillon de soldats khmers. Le voyageur a raconté à ces députés qu'il avait vu lui-même les cambodgiens venus d'Aranya lui rapportant que leurs compatriotes employaient des tracteurs pour enlever les bornes frontières du territoire thai.

Chao Thai du 6 septembre.

... C'est le Cambodge lui-même qui a fait enlever les bornes frontière par des tracteurs et a fortifié ses postes militaires aux frontières.

C'est plutôt le Cambodge qui a profité des circonstances difficiles dans lesquelles notre pays était pour nous attaquer.

Siam Nikorn du 9 septembre

La Guerre Psychologique (par Vichai Vicharn)

Il semble que ce soit de son intention de déclencher "une guerre psychologique" que le Prince crée une crise à la frontière thaie-khmère après l'échec des négociations proposées par lui-même.

Selon le Directeur des Relations Publiques et la Police, le Cambodge commence à troubler la tranquillité des habitants thais à la frontière thaie-khmère par des fusillades, des actes de banditisme, des kidnappings, des creusements des tranchées et le renforcement des dispositifs militaires. En outre, l'Ambassadeur thai à Phnom-Penh est mal vu par le Prince Sihanouk qui a, en outre, pris des mesures provocatrices et inamicales contre la Thaïlande.

Thai Daily du 11 septembre.

Un député a déclaré à notre reporter qu'il demanderait au Gouvernement thai de rompre les relations avec le Cambodge à la suite des mauvais traitements contre l'Ambassadeur thai à Phnom-Penh.

Kiattisak du 28 septembre.

C'est le Cambodge lui-même qui a créé la tension en recrutant des habitants pour construire des routes et des ouvrages militaires près de la frontière thaïe. Nous n'avons fait qu'empêcher les soldats du Cambodge de s'introduire sur notre territoire. Nos défenseurs sont les agents de police que le Cambodge considère comme soldats.

Kiattisak du 29 septembre.

En dehors de ces travaux forcés (les travaux manuels) le Gouvernement du Cambodge soumet les jeunes gens à l'entraînement militaire dans le but de faire la guerre. Selon les réfugiés cambodgiens (?) les jeunes gens précités sont logés dans les casernes sous le commandement des officiers chinois communistes. Ceux-ci sont venus au Cambodge sous forme de personnel de l'Ambassade chinoise. Le premier contingent comprend 100 personnes.

On apprend que le Premier Ministre du Cambodge a conclu des traités avec la Chine Communiste pour préparer l'agression contre les pays voisins, notamment la Thaïlande et le Sud Vietnam.

Selon un rapport reçu le 2 octobre les Autorités cambodgiennes ont lancé une circulaire interdisant aux Cambodgiens se rendant à l'étranger, surtout en Thaïlande, de prendre les avions de la Thai Airways.

Krungdheb du 6 novembre.

L'activité militaire du Cambodge est marquée par l'installation d'un camp militaire près de la frontière thaïe. Une compagnie de militaires y est affectée sous le commandement d'un lieutenant. La police thaïe de frontière est prête à toute éventualité.

Selon les renseignements, ce camp militaire se trouve dans le Srok d'Ampil, en face d'Aranya. Il est entouré de tranchées. On constate la présence accrue de bandits qui viennent du Cambodge pour piller les villages thaïs, mais la police thaïe de la frontière est là pour y assurer la sécurité de ces habitants.

Les menaces s'expriment clairement et brutalement dans les déclarations suivantes :

Déclaration du **Général de Brigade Charn Anuchote**, Commandant en Chef Adjoint de la Police de Frontière (reprise par Thai Raiwan du 11 septembre)

"S'il fallait recourir à la force dans la région limitrophe du Cambodge, la Police de frontière est prête en 4 heures et les parachutistes pourraient être lâchés dans tout le territoire du Cambodge.

Déclarations de **M. Charubutr Ruangsuwan** rapportées par The Thai People du 20 septembre.

On ne sait pas jusqu'où ils (les cambodgiens) veulent nous attaquer. Car un jour ils ne parlent que de paix et de leur amour de la paix et le jour suivant ils se livrent à toutes sortes d'attaques. Par conséquent, il est impossible de comprendre leur attitude vis-à-vis des pays voisins. Un proverbe dit: "Il ne faut pas mordre un chien parce que ce chien nous a mordu" Mais quand ce chien est enragé, nous devons le traiter autrement.

Déclaration du **Général Surachit** (reprise par Thai Daily du 28 septembre)

Comme ces mauvais agissements (du Cambodge) continuent, nous sommes d'accord avec le Général Surachit qui dit: "Si cette situation continue la Thaïlande ne sera pas responsable des conséquences à venir". Sa patience à ses limites et quand elle ne pourra plus les supporter elle pourra donner un coup de pied.

M. Yard Waidi s'ingère dans les affaires intérieures du Cambodge et porte les plus graves accusations contre ses dirigeants :

Déclaration de **Nai Yard Waidi**, député de Surint, Secrétaire Général Adjoint du Premier Ministre (reprise par le journal Prachatipatai).

Nai Yard a affirmé que les dernières élections générales au Cambodge se sont déroulées de façon dictatoriale ayant l'apparence démocratique. Il a ajouté que la Chine Rouge a payé chaque année 8 millions de riels aux personnalités cambodgiennes pour que le Cambodge soit neutre et reconnaisse finalement son pays.

Le même Député insulte la monarchie khmère et glorifie un épisode barbare de l'Histoire de son pays. Au XVI^e siècle les Siamois ayant envahi le Cambodge mirent la capitale Lovek à feu et à sang. Les annales siamoises rapportent que le Roi de Siam aurait fait trancher la tête du Souverain du Cambodge et se serait lavé les pieds dans son sang.

Déclaration de **Nai Yard Waidi** (reprise par le journal Prachakorn du 2 octobre 1958).

"Auparavant je trouvais que l'acte commis par Pra Narésuan contre Phrya Lovek était très grave, et maintenant je ne le trouve pas ... Le régime administratif au Cambodge est la dictature déguisée en démocratie, car le père est le Roi et le fils est héritier et Premier Ministre. C'est une industrie familiale pire que le Gouvernement Phibul".

Le communiqué officiel que l'on trouvera plus bas est en flagrante contradiction avec les instructions données par le Comité Révolutionnaire de Thaïlande à S. A. R. le Prince Sadeth Nay Krom, Représentant Thai aux Nations Unies, à savoir :

"S. A. R. Sadeth Nay Krom,⁽¹⁾ Représentant Thai doit être prêt à donner des précisions sur toutes les accusations suivantes invoquées par le Gouvernement Cambodgien contre la Thaïlande :

1°/— Le Gouvernement Thaïlandais a fait placer des forces armées près de la frontière.

2°/— Le Gouvernement Thaïlandais a donné des ordres afin de tenir prêts les armements, etc.

3°/— Le Gouvernement Thaïlandais doit préciser à l'O. N. U. qu'il a fait renforcer les forces de police frontière afin de bloquer les voleurs cambodgiens qui viennent enlever du bétail en Thaïlande.

(Conférence de presse de M. Visutr Attayukt, Conseiller chargé des Affaires Etrangères du Comité Révolutionnaire, le 6 décembre 1958).

Communiqué du Parti de la Révolution n° 28

Pour la sécurité de la Thaïlande, depuis Oubon jusqu'à Trad, le Parti de la Révolution a ordonné, en plus de la fermeture de la frontière, l'accroissement des forces défensives. Les autorités responsables de la frontière doivent se tenir prêtes à toute éventualité. Toute invasion ou acte de banditisme de la part du Cambodge recevra une riposte violente. L'ordre est

(1) Le Prince Wan Waithayakorn

donné à la Police ⁽²⁾ d'augmenter immédiatement de six fois les forces d'occupation de Préah Vihear et de hisser le drapeau thai sur ce temple, étant donné que ce monument est thai.

Signé : le Maréchal Sarit Thanarat

Ainsi que le prouvent les extraits des journaux thais, relevés parmi beaucoup d'autres, la presse thaïe prépare l'opinion publique à une action militaire contre le Cambodge, en prétendant la Thaïlande menacée, On pourra noter un étonnant parallélisme entre ces méthodes et celles utilisées durant la seconde guerre mondiale par les puissances de l'axe auxquelles la Thaïlande s'était d'ailleurs ralliée.

Kiattisak du 8 septembre.

La Thaïlande aime la paix. Mais si elle trouvait que la guerre était nécessaire, elle la ferait aussi. Si le Cambodge osait occuper Preah Vihear par la force, la terre cambodgienne serait en feu. Le sang thai coulerait pour la juste cause. Si le Cambodge ne le croyait pas il n'a qu'à la tenter (l'occupation de Preah Vihear).

Thai Rath du 9 septembre

Enfin, voici une réaction contre les mépris et les ruses que, comme un ennemi, le Cambodge a employés à l'égard de la Thaïlande et de son peuple. Une manifestation populaire faite par des centaines de milliers de personnes a demandé au Gouvernement de régler avec le Cambodge la question de territoire. Cette vague humaine s'est dirigée vers l'Ambassade du Cambodge.

C'est le peuple qui défend ses droits et qui répond aux agissements grossiers que le Cambodge a commis à notre égard au cours des négociations. Cette vague humaine qu'on n'a jamais vue auparavant serait capable d'écraser le Cambodge en une minute, s'il le fallait

(2) La Police thaïe, dotée d'armement lourd (canons, chars d'assaut) à une puissance assez proche de celle de l'Armée.

Mais le Cambodge actuel sous la direction du Prince Sihanouk nous défie toujours en considérant notre silence comme une peur et notre modestie comme une faiblesse

Nous nous demandons si le temps n'est pas encore venu pour que notre Gouvernement rappelle notre Ambassadeur au Cambodge et expulse de la Thaïlande l'Ambassadeur du Cambodge à Bangkok.

Siam Nikorm du 2 octobre titre :

"Une grande manœuvre navale-policière pour résister à l'agression venant de Cambodge" et rend compte de manœuvres combinées dans le district de Thai Mai.

Siam Nikorn du 14 octobre.

Pour parer à toute éventualité qui surviendrait aux frontières thaïes-khmères à Trad, l'Armée de Terre a organisé, à Lopburi, une opération de lâcher de parachutistes devant une foule nombreuse.

Thai Rath du 3 octobre.

"... Nous, Thaïs, sommes en train de chercher les moyens pour régler les comptes avec le Cambodge quand le temps viendra".

Thai Rath du 23 octobre.

Conclusion d'un article injurieux :

"Je crois que le S.E.A.T.O. et le Gouvernement Thai ont déjà connaissance des faits que j'évoque ici. Il faut être conscient de ce danger. Le Gouvernement thai ne devrait plus rester fidèle à cet adage : "N'entrez pas chez nous, sinon vous trouverez des coups". Je désire seulement le prévenir qu'un chien qui aboie ne mord pas par derrière. Donc, il faut que nous soyons prêts à lui donner un coup de pied quand il viendra par derrière. Ce coup donné, je pense que le peuple thai approuverait chaudement son Gouvernement.

Sarn Seri du 7 octobre.

Des personnalités du Gouvernement Cambodgien cherchent par tous les moyens à créer des incidents entre la Thaïlande et le Cambodge. Les insultes, les manifestations, les articles de presse injurieux sont leur œuvre..." Nous tenons à avertir le Cambodge qu'il recevrait gratuitement un coup de pied..." si les Thais perdaient leur patience.

Les injures lancées contre le Gouvernement Royal, et contre le Prince Norodom Sihanouk, leader unanimement respecté par le peuple khmer, atteignent une bassesse à peine concevable :

Sarn Seri du 6 septembre.

On ne peut rien faire lorsque ce jeune dirigeant (le Prince Sihanouk) est fier comme un scorpion qui lève sa propre queue.

Siam Rath du 4 septembre.

Le campagne d'insultes que le Cambodge a menée contre ce pays pendant un temps considérable porte maintenant ses fruits Il y a des menaces de manifestations contre le Cambodge

Mais ce n'est là qu'une réaction naturelle, après une longue patience **de gens civilisés devant la belliqueuse et mauvaise politique d'ambition personnelle pratiquée par le Prince Sihanouk.**

.
La longue expérience de l'administration colonialiste des Français ajoutée à l'entraînement des cadres communistes de Pékin tend à faire de cette personne Royale le champion d'une liberté originale qui vise à être tangente au modèle universel. Une vie choyée et de grands abus ne semblent pas seulement habiter dans les graisses **nauséabondes** de la royale personne, mais également son esprit composé d'un résidu de méchanceté de jalousie et d'injures.

Naew Na du 8 septembre.

Toute personne qui suit attentivement ce qui se passe en Asie connaît bien que le Prince Sihanouk est un homme fantaisiste. Il cherche à briller. Certains hommes politiques n'aiment pas ses défauts. Le Prince a mené une politique destinée à tromper le peuple. **Il a le défaut, sans parler de sa jeunesse, de ne pas tenir ses paroles.** D'ailleurs ce n'est pas étonnant, les historiens le savent bien, car **c'était également la caractéristique des cambodgiens du passé.** Le défi qu'il vient de lancer (la reconnaissance de la Chine) est aussi inconstant et il sera changé dans deux mois.

Sarn Seri du 19 septembre.

Nous sommes indépendants depuis 200 ans. Nous ne fûmes jamais esclaves de personne alors que le Cambodge l'était de la France à cause de son inconstance. La France avait injecté un poison au Cambodge, et ce poison est jusqu'à ce jour de faire la sieste pendant toutes les heures de la journée. Le Cambodge dit qu'il n'existe pas d'influence chinoise chez lui. Ceci est exact car l'influence française est encore dans l'esprit de tous les cambodgiens qui continueront à abuser de l'alcool, à faire la sieste dans la journée, et à se livrer au jeu d'argent. S'ils cherchent à se libérer de l'influence française ce sera pour la remplacer par l'influence communiste chinoise.

Siam Nikorn du 30 septembre.

Le Prince Sihanouk a un plan de guerre psychologique contre la Thaïlande et crée, de toutes pièces, des incidents aux frontières khméro-thailandaises pour gagner la sympathie de son peuple. C'est lui qui, avant les négociations sur la question de frontière et de Preah Vihear, a encouragé des manifestations contre la Thaïlande. C'est lui qui a promis aux personnalités cambodgiennes d'attaquer la Thaïlande par la presse et la radio. Le Prince a agi par manque d'expérience de la vie politique et d'esprit sportif. Nous avons des inquiétudes pour l'avenir du peuple cambodgien qui se trouve actuellement sous sa direction. Nous ne voulons pas "compromettre" ce peuple. Nous visons seulement le Prince et ses partisans, car le Prince est le seul responsable de la politique du Cambodge.

Sarn Seri du 30 septembre.

De nombreuses familles thaïes qui se sont réfugiées au Cambodge ont été maltraitées. Tout ceci prouve que le Gouvernement du Cambodge a commis des actes barbares.

Phim Thai, du 1^{er} octobre

Après les déclarations du Prince Norodom Sihanouk à l'O.N.U ce journal écrit :

Maintenant, le Gouvernement de Norodom nous a répondu d'une façon qui crée une haine entre les deux peuples. Au mépris de la loi internationale, il adopte à l'égard des réfugiés politiques thaïes, une attitude semblable à celle des bandits.

Sarn Seri du 2 octobre.

Le Cambodge sous la direction de Sihanouk se comporte comme un buffle méchant.

Thai Daily du 2 octobre.

Les dirigeants cambodgiens sont des gens incapables qui veulent administrer le Cambodge en dictateurs.

Seripharb du 3 octobre.

"... Le Prince Sihanouk, descendant de Phrya Lovék, cherche à empiéter sur ses voisins. Il veut être grand bien que son pays soit petit et que son peuple ait toujours faim. Il veut être considéré comme un héros bien que son pays vienne d'accéder à l'indépendance. Quand il ne trouve plus de moyens pour réaliser son ambition, il se montre belliqueux en créant des incidents (de frontière). Il court partout pour obtenir le soutien. Bientôt, il deviendra le comédien du monde ou le destructeur de la paix. . .

"Laissons le fou montrer sa grandeur dans sa maison. Nous disons cela, parce que nous croyons avoir à faire avec les bandits. Si jamais ceux-ci se permettent d'escalader notre barrière, nous tirerons sur eux comme sur un chien galeux."

Thai Daily du 12 octobre.

On sait que le Cambodge s'est créé des ennemis autour de lui. Il se conduit comme un mauvais garçon envers la Thaïlande, le Laos et le Sud-Vietnam. Depuis qu'il s'entend avec la Chine de Pékin il se montre comme un buffle méchant, cherchant à donner des coups de cornes à tout le monde, même à la Thaïlande et considère ses voisins comme des ennemis.

... Notre Gouvernement doit fermer la frontière si la Radio du Cambodge continue à se montrer insolente. Tant qu'il n'est pas dépouillé de sa peau le crapaud ne reste pas tranquille. Si le Cambodge le désire, nous allons lui montrer ce que nous devons faire.

Chao Thai du 25 octobre.

Commentaire sur la présence du Cambodge aux Nations Unies.

Le Prince Sihanouk a bien joué dans cette scène, devant les spectateurs. On devrait unanimement sentir que le Prince voulait faire comme Shri Nehru, grand homme de l'Inde, qui proposait sa médiation dans les guerres de Corée et de Taiwan. Mais la comédie jouée par le Prince Sihanouk est bien différente de celle jouée par Shri Nehru. Car Nehru est adulte et Sihanouk n'est qu'un enfant.

Thai Raiwan du 28 octobre.

“Norodom qui a fait se prosterner le Cambodge tout entier devant la Chine communiste et qui, au cours de son voyage d'agrément aux Etats-Unis d'Amérique avec son double jeu, a gaspillé 400.000 ticaux pour organiser une réception de deux heures à New-York, rencontre de violentes réactions de la part des hommes politiques, des militaires et du peuple cambodgiens... La politique du double jeu que Norodom a adoptée n'a pas réussi... Les poissons secs ne pourront pas lui constituer sa nourriture quotidienne. Il est rentré dans son pays comme un amoureux déçu. Il aurait dû se suicider. S'il était un samourai, il se serait déjà fait “hara-kiri” ou se serait déjà jeté dans un cratère... Il est préférable qu'il donne sa démission”.

Sarn Seri du 14 octobre.

... "Nous avons pitié du peuple cambodgien. Il est victime de son Premier Ministre qui, myope et imprudent, s'entoure de calomniateurs, lesquels ne peuvent que l'aider à conduire le pays vers l'abîme. Le Cambodge peut devenir facilement l'esclave des autres".

Kiattisak du 22 octobre.

Le Prince Sihanouk est non seulement malhonnête et injuste mais aussi méchant. Il a abusé de son pouvoir pour amener la misère au peuple cambodgien qui vient récemment de retrouver son indépendance nationale.

... Je n'aurais jamais pensé que le Cambodge ferait de ces négociations (sur la question de Préah Vihéar) des instruments de propagande contre nous. Je trouve que tout est faux et mensonger. Il (le Prince Norodom Sihanouk) trompe le monde à la manière de ses ancêtres à certaine période, tant que notre Roi dût alors couper la tête d'un cambodgien et en prendre le sang pour s'en laver les pieds. Je n'aurais jamais pensé que ces caractères puissent durer jusqu'à ce jour.

... **Le Cambodge est un beau parleur, mais aux yeux du peuple thai il est un tricheur** ... Pourquoi le Cambodge ne se montre-t-il pas comme un gentleman ? Il s'est comporté devant le peuple thai comme bandit.

Les insultes de la presse thaïe sont, en vérité, dirigées contre l'ensemble du peuple khmer.

Thai Rath du 23 octobre

Depuis qu'il a reconnu la Chine Rouge, Norodom Sihanouk s'est gonflé comme un crapaud-buffle.

... Même si le Cambodge leur est devenu insupportable la Thaïlande et le Vietnam ne peuvent que patienter. Sinon la tête de Sihanouk serait certainement atteinte par un coup de main des thais et des vietnamiens.

. . Ce fou (le Prince Norodom Sihanouk) n'a rencontré aucune résistance de notre part. Si nous continuons à laisser ce fou agir en toute liberté sans prendre de mesures de précaution pour notre maison il fera raser notre barrière et nous causera des malheurs. Le vent rouge souffle du Nord et, gagnant en force, se dirige vers le Cambodge.

Mais le Cambodge attaque également le Vietnam. Cette politique à double face ou de "l'oiseau ayant des oreilles et du rat ayant des ailes" **est caractéristique de la mentalité des cambodgiens depuis les plus humbles jusqu'à Norodom Sihanouk**, l'actuel Premier Ministre.

Krungdheb du 7 novembre.

A propos du diplomate thai à Phnom-Penh qui veut rentrer sous prétexte que son mandat a expiré, je vois bien que l'intéressé veut rentrer parce qu'il ne veut pas rester avec des gens qui n'observent pas l'étiquette diplomatique. C'est gênant pour lui qui est souvent l'objet de mauvais égards de la part de gens qui ignorent la diplomatie.

Sara Seri du 14 octobre.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

L'occupation par les thaïlandais d'une parcelle de notre territoire, peu importante par son étendue mais précieuse par tous les souvenirs d'histoire qui s'y rattachent, est à l'origine de l'actuelle dissension entre le Cambodge et la Thaïlande.

Le Cambodge a toujours manifesté sa volonté d'oubli de plusieurs siècles d'hostilités et d'agressions de la part de ses voisins pour fonder ses relations avec eux sur la base de l'amitié et du respect réciproque de la souveraineté nationale. En ce qui concerne la Thaïlande, ce pays est trop proche du Cambodge par la religion, les traditions et les coutumes, pour que nous n'eussions point espéré pouvoir régler nos litiges par la voie de négociations directes et amicales.

A cette volonté de concorde le Gouvernement thaïlandais a répondu par la plus complète intransigeance, la négation des traités et des accords signés, l'occupation militaire de l'un de nos plus beaux monuments historiques.

A notre désir d'oubli des luttes passées, des revendications de territoires peuplés exclusivement de cambodgiens se sont fait entendre par la voix de personnalités politiques, jamais désavouées, et par la presse.

Une campagne de calomnies, de menaces et d'injures, s'est développée à l'instigation ouverte de personnalités gouvernementales thaïlandaises. Le Gouvernement Royal, le peuple du Cambodge, notre Ambassadeur à Bangkok, ont été journellement insultés.

Le Gouvernement Royal du Cambodge ne pouvait demeurer indifférent devant cette campagne de haine dont la violence allait croissante. Toutes nos protestations officielles sont demeurées sans effet.

Les relations diplomatiques entre le Cambodge et la Thaïlande devenues sans objet et inconciliables avec le maintien de notre dignité nationale, nous avons été contraints de rappeler notre Ambassade en Thaïlande et de notifier au Gouvernement Royal de Thaïlande notre décision de suspendre provisoirement les relations diplomatiques entre nos deux pays.

Cette mesure a, aux yeux du monde, la valeur d'une protestation solennelle d'une Nation profondément pacifique et tolérante contre les agissements hostiles de son puissant voisin.

A notre désir d'oubli des luttes passées, des revendications de territoires peuplés exclusivement de cambodgiens se sont fait entendre par la voix de personnalités politiques, jamais désavouées, et par la presse.

Une campagne de colonnes, de menaces et d'injures, s'est développée à l'instigation ouverte de personnalités gouvernementales thaïlandaises. Le Gouvernement Royal, le peuple du Cambodge, notre Ambassadeur à Bangkok ont été publiquement insultés.

Le Gouvernement Royal du Cambodge ne pouvait demeurer indifférent devant cette campagne de haine dont la violence allait croissant. Toutes nos protestations officielles sont demeurées sans effet.

Les relations diplomatiques entre le Cambodge et la Thaïlande devenues sans objet et inconciliables avec le maintien de notre dignité nationale nous avons été contraints de rappeler notre Ambassade en Thaïlande et de notifier au Gouvernement Royal de Thaïlande notre décision de suspendre provisoirement les relations diplomatiques entre nos deux pays.

Cette mesure a été prise pour sauvegarder la dignité de nos deux pays et pour empêcher l'aggravation de la situation. En ce qui concerne la Thaïlande, nous espérons que la situation pourra être réglée par des négociations directes et amicales.

A cette volonté de concorde le Gouvernement thaïlandais a répondu à l'égard du Cambodge par la plus complète intransigeance. Les négociations ont échoué et les relations diplomatiques entre nos deux pays sont restées rompues.

revers
com
com
com
d'inf
pesc
venn
saba

dem
com
fiers

et
av
ela
et
not
d'inf

pro
poc
de

